

Notre tâche, ici à Delhi, comporte deux volets. Nous devons déterminer si des progrès suffisants ont été réalisés pour passer à une autre étape de la gestion des sanctions du Commonwealth et définir plus clairement les conditions menant à l'étape ultérieure. Nous devons aussi nous pencher sur l'Afrique du Sud d'après l'apartheid et sur les façons dont le Commonwealth peut en faciliter l'émergence. Les chefs d'État et de gouvernement, qui se rencontreront à Harare le mois prochain, se tourneront vers nous pour obtenir des recommandations et des conseils sûrs à ce moment crucial de l'histoire de l'Afrique du Sud.

Le Commonwealth a été le catalyseur de la réponse internationale au défi posé par l'apartheid. Il a non seulement été actif sur le plan politique, mais a aussi joué un rôle indispensable sur le plan du développement. Les pays du Commonwealth s'occupent depuis longtemps de l'éducation et de la formation des exilés sud-africains. Nous avons fourni des services juridiques et soutenu les familles des détenus et des prisonniers politiques. Nous avons appuyé la création de syndicats indépendants en Afrique du Sud. Des centaines de projets de développement communautaire ont bénéficié d'aide et de conseils au cours des années. Nous avons encouragé activement les sports sans ségrégation. Nous favorisons le dialogue interracial et fournissons les conseils d'experts sur les questions constitutionnelles. Dans le cadre d'une démarche pleine de clairvoyance, le Canadien John Harker et ses collègues du Groupe d'experts du Commonwealth sur le développement des ressources humaines dans l'Afrique du Sud de l'après-apartheid ont préparé un rapport sérieux sur les besoins en éducation et en formation de l'Afrique du Sud. Ce rapport mérite d'être examiné attentivement par les chefs d'État et de gouvernement à l'occasion de la réunion d'Harare.

La communauté internationale doit maintenant relever un nouveau défi : faciliter le retour en Afrique du Sud des exilés politiques. Je suis fière d'annoncer que le Canada remettra 1,5 million de dollars au Haut-commissaire des Nations Unies pour les réfugiés pour couvrir une partie du coût du retour des exilés en Afrique du Sud. Les besoins évoluent, mais notre engagement vis-à-vis des besoins fondamentaux des victimes de l'apartheid demeure.

L'Afrique du Sud a connu des changements politiques importants et positifs. Mais, pour les noirs des townships et plus encore ceux des communautés rurales, l'apartheid est toujours une triste réalité. On leur refuse toujours l'accès aux hôpitaux et aux écoles, ils reçoivent des pensions moins élevées et sont victimes d'intimidation lorsqu'ils tentent d'utiliser les services de la collectivité où la ségrégation raciale a été abolie par voie législative. Ils continuent de craindre les forces de sécurité de l'État et de s'en méfier. L'Afrique du Sud demeure une société où règne la violence. La vaste majorité des gens n'ont